|  |  |
| --- | --- |
| V/Réf. : [Reprendre les réf. du courrier TERACTEM]N/Réf. : Objet : [Reprendre la référence de la consultation XXXXXXXXX0X - lot(s) N°] **Attestations attributaire**PJ : citée(s) | TERACTEM105 avenue de GenèveCS 4052874014 ANNECY CEDEXFRANCE |
|  |

**Modèle adapté aux "candidats pressentis attributaires" établis ou domiciliés à l'étranger** (commentaire à supprimer)

**Je soussigné(e) …………………**

**agissant en qualité de …………………**(qualité de la personne signataire ayant le pouvoir d’engager le titulaire)

Conformément aux articles R2143-6 à R2143-11 du Code de la commande publique,
les documents visés ci-dessous étant soit rédigés en langue française, soit accompagnés d’une traduction en français,

* **Transmets, dans tous les cas :**
	1. un document mentionnant mon n° individuel d’identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de [l’article 286 ter du CGI](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006069577&idArticle=LEGIARTI000006304435&dateTexte=&categorieLien=cid) **ou**, si je ne suis pas tenu d’avoir un tel numéro, un document mentionnant mon identité et mon adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de mon représentant fiscal ponctuel en France ; *(art. D8222-7-1°-a du code du travail)*
	2. un document attestant la régularité de ma situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29/4/2004 ou d’une convention internationale de sécurité sociale ;
	*(art. D8222-7-1°-b du code du travail)*
	3. un document attestant que j'ai satisfait à mes obligations de déclarations sociales et de paiement de mes cotisations sociales *(art. D8222-7-1°-b du code du travail)*, parmi les documents suivants :

- lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que je suis à jour de mes déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes **ou** un document équivalent.

- **ou** à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l’entité adjudicatrice s’assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

* 1. un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites[[1]](#footnote-1)★.
	*(art. L2141-2 et R2143-7 du code de la commande publique)*
	2. un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ; **ou**, pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l’autorité habilitée à recevoir l’inscription au registre professionnel et attestant de la demande d’immatriculation audit registre datant de moins de six mois.
	*(art. D8222-7-2° du code du travail et art. R2143-9 du code de la commande publique)*
	3. si elle est requise au CCAP, une copie de l’attestation d’assurance de responsabilité décennale obligatoire prévue à [l’article L243-2 du code des assurances](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=5B027983834EEC0B074217FB2616A862.tpdjo03v_2?idArticle=LEGIARTI000028748199&cidTexte=LEGITEXT000006073984&categorieLien=id&dateTexte=20140905), en état de validité.
* **Déclare que la réalisation de la prestation :**
* **ne nécessitera pas** **de détachement de salarié(s) sur le territoire français.**
* **nécessitera le détachement de salarié(s) sur le territoire français** dans les conditions prévues à l'article L1262-1 du code du travail, **ET transmets :
-**copie du formulaire de **Déclaration préalable de détachement** (cerfa n°13816\*02) que j’ai adressé à la DIRECCTE de Haute-Savoie / Inspection du travail, et sur lequel est également désigné mon représentant en France. (*art. R1263-12 du code du travail*)
- la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l’autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail. (*art. D8254-2° et -3 du code du travail*)

A , le 10 mai 2019

Signature

(nom et qualité de la personne signataire ayant le pouvoir d’engager le titulaire)

Le cas échéant, E-mail à utiliser pour les demandes
d’attestations semestrielles : xxx@xxx

1. ★ Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats
où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays. [↑](#footnote-ref-1)